

Jure Georges VUJIC¹



LE VENEZUELA FACE AUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES DES TERRES RARES EN AMÉRIQUE DU SUD

Résumé : Depuis longtemps, l'Amérique latine, riche en ressources agricoles et minières naturelles, a suscité les convoitises de puissances étrangères. Aujourd'hui, la dégradation de l'environnement géopolitique international génère une situation de poly-crise dans le cadre de laquelle convergent crise alimentaire, poussée démographique, et conflits de toute nature. D'autre part, la guerre en Ukraine, les pénuries de ressources énergétiques, et la récente volatilité des marchés avec la recherche d'une plus grande diversification d'approvisionnement, ne font que renforcer le phénomène d'insécurité et de dépendance géoéconomique. Le Venezuela reflète l'ensemble des contradictions, des paradoxes, mais aussi les potentialités et les promesses de souveraineté de l'ensemble du continent sud-américain, et ce qui est nouveau, c'est que ce continent se situe à un moment de transformation radicale et de bascule de l'ordre mondial contemporain, qui d'un ordre géoéconomique fondée sur le pétrole évolue vers un ordre fossile post-pétrole. D'autre part, l'Amérique latine est tristement célèbre pour ses niveaux records de disparités, d'inégalités socio-économiques, y compris et d'abord en matière d'accès à la terre. Un pour cent des propriétaires terriens y contrôlent cinquante-et-un pour cent des terres agricoles. La course au développement des cultures de soja et l'élevage comptent aujourd'hui parmi les principaux facteurs d'aggravation de cette situation. Avec l'Afrique, le continent abrite en effet les dernières grandes « réserves » de terres arables de la planète, suscitant des convoitises de plus en plus nombreuses. En effet, le continent s'est au cours de l'Histoire heurté à l'ingérence de puissances externes tels que les États-Unis, ce qui a empêché un développement économique durable et des valorisations potentielles de ces territoires.

Mots-clés : Amérique latine, Géoéconomique, Métaux terre rares, Géopolitique, Poly-crise, Impérialisme, Énergie.

1. Géopoliticien franco-croate, directeur de l'Institut de géopolitique et de recherches stratégiques de Zagreb, chercheur associé à l'Académie de Géopolitique de Paris.

VENEZUELA FACING THE GEOPOLITICAL CHALLENGES OF RARE EARTHS IN SOUTH AMERICA

Abstract: *For a long time, Latin America, rich in agricultural and natural mineral resources, has aroused the covetousness of foreign powers. Today, the degradation of the international geopolitical environment generates a situation of poly-crisis in which food crisis, population growth, and conflicts of all kinds converge. On the other hand, the war in Ukraine, shortages of energy resources, and recent market volatility with the search for greater diversification of supply, only reinforce the phenomenon of insecurity and geo-economic dependence. Venezuela reflects all the contradictions, paradoxes, but also the potentialities and promises of sovereignty of the entire South American continent, and what is new is that this continent is at a time of radical transformation and shift in the contemporary world order, which from a geo-economic order based on oil is evolving towards a post-oil fossil order. On the other hand, Latin America is sadly famous for its record levels of socio-economic inequality, disparities, including and first of all in terms of access to land. One percent of landowners control fifty-one percent of agricultural land. The race to develop soybean crops and livestock farming are now among the main factors worsening this situation. With Africa, the continent is home to the last large "reserves" of arable land on the planet, arousing increasing covetousness. Indeed, the continent has throughout history come up against interference from external powers such as the United States, which has prevented sustainable economic development and potential valorization of these territories.*

Key words: *Latin America, Geoeconomic, Rare earth metals, Geopolitics, Polycrisis, Imperialism, Energy.*

Un nouvel ordre mondial géoénergétique fossile

Le Venezuela est le pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole du monde (environ 300 milliards de barils). À cette quantité d'or noir, il faut ajouter le fait de se situer entre les dix principales réserves de gaz, de biodiversité, de minerais et de terres rares telles que le coltan.

De plus, un pétrolier prend moins d'une semaine pour traverser les Caraïbes et relier le Venezuela aux principaux ports de la côte Est des États-Unis alors qu'il lui faut un mois et demi pour venir du Golfe Persique en passant par le Canal de Suez. Malgré ces atouts géopolitiques et géoéconomiques, le blocus économique états-unien est une réalité qui résulte d'un décret exécutif² signé par le Prix Nobel de la Paix Barak Obama, qui a déclaré que le Venezuela était un danger pour la sécurité nationale US. Au-delà des déclarations pompeuses, cette mesure a des conséquences très réelles. Par exemple, en novembre 2017, 23 opérations destinées à l'achat d'aliments, de produits de consommation courante et de médicaments,

2. Arkonada Katu, « La guerre économique contre le Venezuela, mythe ou réalité ? », *América Latina en movimiento*, 2 avril 2018, lien : <https://www.alainet.org/fr/articulo/191969#sdendnote6sym> (consulté le 5 mars 2025).

évaluées à 39 millions de dollars, furent renvoyées au système international. La guerre russo-ukrainienne a provoqué non seulement une bascule géopolitique vers l'Est avec une bipolarisation croissante entre l'Occident-USA-UE et la Russie plus le Sud Global, la Chine et les pays du BRICS, mais aussi un moment de convulsion globale car la Russie, sous les sanctions occidentales, est une puissance mondiale en matière de ressources naturelles.

Cette situation inédite a non seulement généré la mise en œuvre des politiques d'économies de guerre, mais aussi un phénomène que Pierre Charbonnier³ appelle sous le vocable d'« écologie de guerre ». La guerre en Ukraine accélère la transition énergétique, d'un système basé sur les hydrocarbures, à un système centré sur l'électricité et sur les métaux précieux, avec des implications sur la géopolitique mondiale. Dans le nouveau système, le pouvoir se concentre sur le contrôle des métaux rares et minéraux, et la maîtrise des technologies. Il convient de rappeler que dans ce contexte – 20 % des réserves mondiales de pétrole en 2014 – l'Amérique latine est aujourd'hui un capteur pour les investisseurs. Pétrole, gaz naturel, minerais, charbon... toute la région regorge de matières premières qui portent l'économie, parfois à bout de bras.

L'Amérique du Sud au centre de la doctrine Monroe revisitée

En effet, l'histoire de l'Amérique latine au xx^e siècle a été marquée par la domination impériale des États-Unis qui depuis la doctrine Monroe avec toutes ses variantes politique du *Big Stick*, la diplomatie du dollar générant des dettes énormes, les politiques de bon voisinage multilatéralistes, recouvrant des formes différentes de domination et d'influence sur les États d'Amérique du Sud. En effet, dès le départ, avec la doctrine de Monroe (1822), les États-Unis ont agi, selon la formule de Raymond Aron, en « *République impériale* »⁴, usant à leur profit

3. L'expression « écologie de guerre » s'est démocratisée en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a conduit à une crise énergétique, notamment sur le gaz produit par la Russie et dont l'Europe est très dépendante. En réponse à ce risque, l'écologie de guerre consiste à réduire la consommation d'énergie et à développer les énergies alternatives pour limiter la dépendance géopolitique de l'Europe à la Russie. Le choc de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale est sismique, à commencer par la flambée des prix des combustibles fossiles. Cf. Charbonnier Pierre, « La naissance de l'écologie de guerre », dans *GREEN*, N°2 (« Écologie de guerre : un nouveau paradigme ? »), Septembre 2022, pp. 76-83, lien : file:///Users/horizons/Downloads/la-naissance-de-lecologie-de-guerre.pdf (consulté le 5 mars 2025).

4. Berg Eugène, « Livre – La politique des États-Unis en Amérique Latine : interventionnisme ou influence ? », *Conflits*, 1 août 2020, lien : <https://www.revueconflits.com/livre-estelle-poidevin-oea-amerique-latine-etatsunis/> (consulté le 5 mars 2025).

territorial, économique, financier, culturel, le différentiel de puissance. Les Latino-Américains ont fabriqué des stratégies défensives fondées sur le droit international, la mise hors la loi de la guerre, et la construction d'alliances entre « Latins ». Cette dialectique a pu interférer au ^{xx}e siècle avec des affrontements intercontinentaux majeurs : les ambitions des pays totalitaires de l'« Axe » dans les années 1930, et la rivalité entre « Est » et « Ouest » après la Seconde Guerre mondiale. Les interférences de puissances « hors zone » invitent à poursuivre la réflexion sur la façon dont la plus puissante – les États-Unis – a inscrit dans la politique concrète cette relation inégale. Ces derniers ont eu en effet deux approches de leur voisinage avec leur Sud.

Dans la « praxis » classique de la doctrine Monroe, l'Amérique latine et la zone Caraïbes ont toujours été considérées comme des « chasse gardées » américaines. La position formulée en décembre 1823 par le Président américain James Monroe et qui allait devenir une véritable doctrine de politique étrangère connue sous la dénomination de « doctrine Monroe », décrétait en substance que le continent américain représentait l'arrière-cour des États-Unis d'Amérique, et en tant que telle une zone d'influence exclusive des États-Unis. Elle a été formulée à l'époque où l'idée d'un « destin manifeste » (*Manifest Destiny*) des États-Unis a émergé et s'est cristallisée. Elle projetait les États-Unis comme une future grande puissance, tant économique que militaire, dont l'expansion territoriale et les relations politiques et économiques ne devaient pas être contrariées par d'autres puissances qui avaient encore de l'influence sur le continent⁵.

C'était donc une façon de marquer la volonté de la jeune nation américaine, qui montait en puissance, de soustraire cette zone de l'influence et des rivalités géostratégiques des puissances européennes colonialistes. La guerre américano-espagnole de 1898, dont l'un des objectifs était de bouter définitivement l'Espagne de ses possessions territoriales en Amérique (Cuba, Porto Rico) et dans d'autres parties du monde aussi (Philippines et Guam) ou encore la guerre entre les États-Unis et le Mexique, qui s'est soldée pour ce dernier par la perte d'un tiers de son territoire au profit des États-Unis d'Amérique, peuvent être considérées comme des applications ultimes de cette doctrine⁶.

5. Brimont Jean, Johnstone Diana, « Les deux faces de la politique américaine », dans *L'Empire en guerre*, Paris, éd. Le Temps des Cerises, 2001.

6. Deler Jean-Paul, Dollfus Olivier, Godard Henry, « Le Bassin Caraïbe : interface et relais entre production et consommation de drogues », *Mappemonde*, N°72, Montpellier, Belin-Reclus, 2003/4, pp. 16-20, lien : https://www.persee.fr/doc/mappe_0764-3470_2003_num_72_4_2096 (consulté le 5 mars 2025).

La « zone Caraïbes » entre indépendance néo-bolivarienne et néo-impérialisme Étatsunien

Après l'effondrement du bloc soviétique, la démocratisation politique a permis au fort ressentiment anti-américain, très répandu sur le continent américain, de trouver une expression politique à travers les urnes. Ce phénomène qui s'est particulièrement accentué au cours de la dernière décennie est à la base de l'accession au pouvoir de plusieurs personnalités qui ont explicitement remis en question l'influence américaine, non seulement dans leurs propres pays, mais aussi à l'échelle du continent. La figure la plus emblématique d'un tel phénomène est l'actuel président vénézuélien Hugo Chavez, au pouvoir depuis le 2 février 1999.

Ce dernier, par ses déclarations, ses initiatives tant politiques qu'économiques, ne cesse d'inviter les *leaders* du continent américain à se dresser contre l'influence étatsunienne dans cette région. Utilisant les ressources financières engrangées lors de la flambée des prix des produits pétroliers, il s'est lancé dans des programmes de coopération Sud-Sud avec plusieurs pays de la région dont Cuba, Haïti ou encore le Nicaragua. L'une des composantes phares de cette coopération est le programme *Petro Caribe*, à travers lequel le Venezuela fournit du pétrole à des pays du continent à des conditions financières avantageuses. Avec son projet de création d'une zone d'intégration économique regroupant l'ensemble des pays de cette région, l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), lancé en 2004 avec Fidel Castro, Hugo Chavez avait présenté une alternative visant justement à contrecarrer le projet américain similaire de mise en place d'une vaste Zone de libre-échange économique des Amériques (ZLEA).

Plusieurs chefs d'État issus de la gauche dont Evo Morales en Bolivie ou encore Rafael Correa en Équateur sont ouvertement favorables aux plans et projets de Chavez pour qui ils représentent d'importants soutiens politiques. De plus, dans le domaine économique, les États du continent américain ont aussi graduellement diversifié leurs échanges économiques et commerciaux en développant des partenariats économiques avec d'autres puissances économiques du monde. C'est ainsi que l'Union européenne (UE), le Japon ou encore de plus en plus la Chine depuis quelques années ont pu accroître leurs échanges avec les pays du continent américain.

La zone Caraïbes est d'une importance géostratégique cruciale pour le Venezuela, qui possède plus de 2 600 kilomètres de côtes sur la Mer des Caraïbes, ainsi que plus de soixante-dix-huit territoires insulaires sur cette mer. L'île d'Aves, située à 500 km

au Nord de l'île de Margarita, est le territoire vénézuélien se situant le plus au Nord. L'espace Caraïbes, de par son importance géostratégique et géoéconomique pour le Venezuela, est la voie naturelle pour les exportations de ce pays, ainsi que la porte d'entrée pour les importations vénézuéliennes. Par conséquent, la stabilité politique et économique de la région est étroitement liée à celle du Venezuela⁷.

D'autre part, il convient de noter qu'au sein de la Communauté caribéenne, (CARICOM) les États membres restent divisés concernant le dossier vénézuélien⁸. Beaucoup d'États des Caraïbes orientales entretiennent de bonnes relations avec le Venezuela, y compris son régime, et sont même membre de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des Peuples (ALBA-TCP), une organisation créée à La Havane le 14 décembre 2004 par l'accord entre le Venezuela et Cuba, qui entendait à cette époque contrer le projet américain de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). D'autre part, la zone Caraïbes constitue aussi un espace d'affrontement géopolitique et territorial entre certains pays Latino-Américains, comme le conflit territorial entre la Colombie et le Venezuela à propos de la péninsule de Guajira. En effet, durant les années 1980, la Colombie revendique des eaux du Golfe du Venezuela⁹, revendiquant le rôle de la péninsule de Guajira¹⁰. Ce lieu est stratégique car il représente le débouché naturel du Lac de Maracaibo¹¹, réserve considérable de pétrole au Venezuela. Cependant, le Venezuela a revendiqué l'importance des îles de l'archipel de Los Monjes¹², l'accord proposé a donc été refusé par le Venezuela¹³.

7. Cabrera Alejandro Antonio Fleming, *La politique étrangère du Venezuela dans les Caraïbes (1958-1999)*, Thèse de doctorat en relations internationales et études des sociétés latino-américaines, Université Paris 3, en partenariat avec l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Paris 3), sous la direction de Christian Girault, soutenue en 2005, lien : <https://theses.fr/2005PA030105> (consulté le 5 mars 2025).

8. « La Caricom plus soudée que jamais sauf concernant le Venezuela », *France-Antilles Martinique*, 11 janvier 2025, lien : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/fil-info/la-caricom-plus-soude-que-jamais-sauf-concernant-le-venezuela-1018700.php> (consulté le 5 mars 2025).

9. Voir : « Golfe du Venezuela », *Wikipédia*, lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Golfe_du_Venezuela (consulté le 5 mars 2025).

10. Voir : « Péninsule de Guajira », *Wikipédia*, lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9ninsule_de_Guajira (consulté le 5 mars 2025).

11. Voir : « Lac de Maracaibo », *Wikipédia*, lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Lac_de_Maracaibo (consulté le 5 mars 2025).

12. Voir : « Archipel de Los Monjes », *Wikipédia*, lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Archipel_de_Los_Monjes (consulté le 5 mars 2025).

13. Taglioni François, « Les revendications frontalières maritimes dans le bassin caraïbe : état des lieux et perspectives », dans *Noroi*, Poitiers, t. 45, N°180, pp. 617-630, lien : https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1998_num_180_1_6902 (consulté le 5 mars 2025).

L'exceptionnalisme géopolitique des États-Unis dans les Caraïbes s'est parfaitement illustré dans la *realpolitik* lorsqu'après la guerre hispano-américaine et le traité de Paris, les États-Unis ont unifié stratégiquement leur territoire national grâce, à l'ouest, à leur maîtrise sur Cuba et Porto Rico qui permettent le contrôle de la mer des Caraïbes et du canal de Panama dont la construction n'allait pas tarder ; ils ont ensuite prolongé leur maîtrise via Guam et l'archipel des Philippines (ainsi que via les îles de Hawaï qui seront annexées aussi en 1898) vers l'océan Pacifique : de ce côté-là, les États-Unis ont d'une part assuré leur frontière orientale et, d'autre part, notamment grâce aux Philippines, se trouvent placés pratiquement *ante portas* de la Chine, région pour laquelle les milieux économiques américains désirent la politique de la « porte ouverte ». D'autre part, il ne faut pas oublier que c'est Alfred Mahan, le père fondateur de la géopolitique américaine, qui étaya son idée de la suprématie potentielle des États-Unis dans la région des Caraïbes non sur la construction d'une flotte de guerre plus puissante que celle de l'Espagne, mais sur « l'exemple historique » de la flotte romaine qui, quoique non supérieure à celle de Carthage, parvint à anéantir la force carthaginoise en Méditerranée occidentale.

Durant la guerre froide, la signature du pacte de Rio de 1947 en est une parfaite illustration. Il découla de la conférence interaméricaine « *pour le maintien de la paix et de la sécurité collective* » afin d'assurer à l'ensemble des pays américains signataires (tous les pays d'Amérique à l'exception du Canada, de l'Équateur et du Nicaragua) une assistance réciproque en cas de « *péril pour la paix de l'Amérique* ». D'autre part, la doctrine de « sécurité nationale » a amené les États-Unis à soutenir les dictatures les plus dures et à combattre, par intervention directe ou indirecte, les diverses tentatives nationales de contestation de l'ordre établi. La lutte contre le communisme a généré l'application de stratégies de *containement* à Saint Domingue, au Chili, au Nicaragua, au Salvador et, plus récemment, en Haïti.

Cette ingérence étrangère et la captation par les grandes corporations multinationales des ressources nationales de pays s'est illustrée le plus souvent par une politique extractiviste ultralibérale dévastatrice pour les écosystèmes. « *La notion d'extractivisme est un concept large qui désigne les moyens et stratégies d'exploitation industrielle de la nature, quand il s'agit d'extraire (sans retour et directement dans le milieu naturel) des ressources naturelles pas, peu, difficilement, lentement ou couteusement renouvelables.* » Les crises pétrolières précédentes (1973 et 1979) et la crise de la dette (depuis 1982) mettent à mal les économies pétrolières, ou *petroleras*. La conjoncture de l'endettement de l'État et des variations du cours des matières premières oblige la plupart des États à rouvrir l'investissement étranger dans les secteurs industriels.

Au début des années 1990, après la chute du communisme soviétique, l'Amérique latine cesse de présenter un intérêt stratégique pour les États-Unis. Cependant, la « guerre à la drogue » a offert une nouvelle raison de s'intéresser aux affaires intérieures de certains pays. En fait, toutes les interventions armées nord-américaines dans la région, qu'elles soient directes ou indirectes, se sont cantonnées dans une zone « frontalière » allant du Rio Bravo à la frontière du Panama avec la Colombie. Le contrôle de la « Méditerranée américaine » est perçu comme vital par les États-Unis, car c'est dans ce glacis stratégique que s'exerce la *Big stick diplomacy* (« diplomatie du gros bâton », ou « au gourdin ») : en dehors du Mexique, la région regroupe des États parmi les plus faibles et les plus pauvres des Amériques, désignés par l'expression de « *Banana Republic* » (« république bananière »). Quant au canal de Panama, sous gestion états-unienne depuis son ouverture, il était tenu jusqu'en 2000 pour une voie d'eau intérieure nord-américaine. L'Amérique du Sud, quant à elle, n'appartient pas à la zone de sécurité de Washington : les États-Unis se contentent d'y pratiquer l'influence ou l'ingérence.

Les enjeux géopolitiques du Triangle du lithium

Aujourd'hui le risque de dépendance et de convoitise s'oriente davantage sur les nouvelles ressources minérales que l'on dénomme terres rares, présentes sur le continent sud-américain. Les terres rares regroupent un ensemble de métaux : le Cobalt, le Lithium, le cuivre, le Nickel¹⁴.

L'aluminium, le cuivre et le Nickel sont utilisés dans de nombreuses technologies : les batteries, les piles à combustible, les électrolyseurs, les éoliennes, le photovoltaïque, les pompes à chaleur, les semi-conducteurs, les *data centers*, les *smartphones*, tablettes et *laptops*, les drones, les satellites, les robots dans les usines, etc. Le Cobalt et le Lithium sont principalement utilisés dans les batteries lithium-ion (voitures électriques, smartphones...) ; quant aux terres rares, on en retrouve dans les aimants permanents (certains moteurs électriques, les éoliennes *offshore*...), les catalyseurs, les LED...

Le Lithium, métal rare indispensable pour la production de nouvelles technologies et les batteries des voitures électriques, est devenu l'un des enjeux géo-économiques dans « la course aux métaux rares » que se livrent les plus grandes puissances économiques dans le monde. En effet, même si le Chili détient les plus

14. « La liste des 6 métaux nécessaires pour la transition », Écoconso, 31 mai 2023, lien : <https://www.ecoconso.be/fr/content/la-liste-des-6-metaux-necessaires-pour-la-transition> (consulté le 5 mars 2025).

grandes réserves de lithium, et avec l'Australie a assuré en 2022 près de 77 % de la production mondiale de cette matière première stratégique, suivent d'autres pays comme l'Argentine, la Chine, les États-Unis, le Zimbabwe, le Brésil et le Portugal. Les États-Unis disposeraient d'une réserve totale de lithium d'environ 1 000 000 de tonnes¹⁵. L'Union européenne (UE) importe la quasi-totalité du lithium qu'elle utilise et prévoit une multiplication par 18 de sa consommation de lithium entre 2020 et 2030. Même si le marché des terres rares est actuellement dominé par la Chine, qui produit environ 60 % des terres rares mondiales et en transforme et raffine environ 80 %, (les principales économies mondiales sont actuellement toutes trop dépendantes des importations chinoises : 80 % des importations vers les États-Unis et 98 % des importations vers l'UE proviennent de Chine. L'Afrique présente aujourd'hui de nombreuses potentialités en tant que région de production, ce qui est susceptible d'intensifier la compétition entre les acteurs mondiaux.

Du Mexique à l'Argentine, en passant par le Pérou et surtout la Bolivie, l'Amérique latine compte, de loin, les plus grandes réserves de métaux précieux (lithium devenu précieux). De nombreux pays envisagent de nationaliser la production plutôt que de la confier à des grandes entreprises mondiales. C'est en Bolivie que l'on trouve les plus importantes réserves de la planète. Le « *triangle du lithium* » qu'elle forme avec l'Argentine et le Chili abrite 63 % des réserves mondiales de lithium. Et on trouve presque 3 millions de tonnes supplémentaires au Pérou et au Mexique. En Amérique latine, c'est donc le lithium qui attise aujourd'hui la convoitise des grands capitaux. Pour ce qui est de l'extraction et du marché, traditionnellement les entreprises américaines et canadiennes dominent au sud du Rio Grande. Cela change : un grand nombre d'entreprises australiennes y sont déjà actives et les chinois sont également implantés.

Le Venezuela entend, dans ce contexte de multi-crise mondiale, jouer la carte des réserves en terre rares. En effet, le Venezuela a invité les entreprises étrangères à jouer un rôle de premier plan dans le développement de l'arc minier de l'Orénoque, ouvrant potentiellement 12 % du pays aux intérêts miniers et mettant en danger les forêts, les rivières, les parcs nationaux et les terres indigènes dans la partie reculée du sud-est du pays. L'ouverture de ces terres à l'exploitation minière intervient alors que le pays poursuit sa chute économique en raison de la chute des prix du pétrole. L'administration Maduro – qui lutte pour sa vie politique dans un

15. Source : « Pays comptant les plus grandes réserves de lithium dans le monde en 2024 (en milliers de tonnes), *Statista*, Janvier 2025, lien : <https://fr.statista.com/statistiques/570560/reserves-mondiales-de-lithium-par-pays/> (consulté le 5 mars 2025).

contexte de pénurie de nourriture et de médicaments et de troubles civils – espère que l'exploitation minière remplacera le pétrole comme vache à lait de l'État. Le sud-est du Venezuela est considéré comme extrêmement riche en coltan (vital pour les appareils électroniques), en or, en cuivre et en diamants. Mais elle est aussi riche en forêts, rivières et faune. Le développement de l'Arc minier de l'Orénoque menacerait le parc national Canaima, un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, couvrant 30 000 kilomètres carrés (12 000 miles carrés). Cela menacerait également d'autres zones protégées et territoires autochtones.

L'Arc Minier de l'Orénoque est une vaste région. Il couvre 111 844 kilomètres carrés (43 183 milles carrés) et équivaut à 12,2 % du territoire vénézuélien. La région se situe au sud du fleuve Orénoque, dans les États de Bolívar, Amazonas, Delta Amacuro et à la frontière contestée avec la Guyane. La région, riche en minéraux, est également située au sud de la « *Franja Petrolífera del Orinoco* » (ceinture pétrolière de l'Orénoque), une zone tout aussi immense où les sociétés étrangères sont très actives dans l'extraction de combustibles fossiles. À la fin de l'été, Nelson Merentes, président de la Banque centrale du Venezuela, a invité 150 entreprises de 35 pays à explorer l'or, le cuivre, les diamants, le coltan, le fer et la bauxite à l'intérieur du nouvel arc minier. Pour le gouvernement, les mines de l'Arc minier de l'Orénoque seraient l'une des solutions à la terrible crise économique que subit le Venezuela. Déforestation, pollution, épidémies, meurtres... Les peuples amérindiens paient en réalité un lourd tribut à ce choix.

L'Argentine, le Chili et la Bolivie forment le « *triangle du lithium* », qui abrite près de 60 % des ressources mondiales de ce minéral. Des gisements lithinifères ont également été récemment découverts au Pérou, sous forme de roche dure. Compte tenu de la demande toujours plus forte de batteries, la production de lithium est appelée à croître de manière exponentielle dans les années à venir. Par ailleurs, 55 % de l'énergie produite en Amérique latine et aux Caraïbes est renouvelable, ce qui devrait permettre à la région de jouer un rôle important dans le domaine de la production d'hydrogène vert. Pour tirer pleinement parti du potentiel de ces ressources, l'Amérique latine et les Caraïbes devront instaurer une réglementation adéquate, établir des partenariats stratégiques et investir dans des activités de R&D¹⁶ (recherche et développement).

16. Sanin María Eugenia, « Transition énergétique : un Eldorado pour les pays du “triangle du lithium” ? », *Polytechnique insights – La revue de l'Institut Polytechnique de Paris*, 6 mai 2021, lien : <https://www.polytechnique-insights.com/dossiers/geopolitique/du-petrole-au-lithium-la-transition-energetique-redistribue-les-cartes-de-la-geopolitique/energy-transition-a-gold-mine-for-countries-of-the-lithium-triangle/> (consulté le 5 mars 2025).

L'arrivée au pouvoir de Trump a été marquée par des déclarations d'expansion territoriales vis-à-vis du Groenland et du Canada, ouvertement motivées par la volonté d'en capter et de contrôler les ressources, et surtout les minéraux rares. Ainsi, il est à présager que le rapport géopolitique et économique de l'administration Trump vis-à-vis du continent sud-américain sera à l'avenir intégré dans le contexte plus large de la rivalité géopolitique entre les États-Unis et la Chine concernant le contrôle du marché des métaux rares nécessaires aux hautes technologies, aux industries numériques et à l'intelligence artificielle, en tant que nouveau domaine de concurrence géopolitique et géoéconomique entre les États-Unis, la Chine, la Russie et l'UE. En effet, la Chine contrôle 80 à 95 % de la production mondiale de métaux rares, tandis que les États-Unis représentent 12 % de la production. Selon les données de 2023, d'autres pays – le Brésil, l'Inde, l'Australie et la Malaisie – couvrent 19 % de la production mondiale, loin derrière la Chine.

Le Venezuela face à la diplomatie transactionnelle Trumpienne

Dans ce contexte de rivalités géoénergétiques et dans le cadre de la diplomatie transactionnelle Trumpienne, le Venezuela sera certainement en position de jouer la carte de ses réserves en terre rares, en dépit des sanctions. Le contrôle de ressources minérales est d'ailleurs l'une des raisons des tensions entre le Venezuela et le Guyana à propos du tracé des frontières. En effet, le territoire de l'Essequibo, administré par le Guyana, fait l'objet d'un différend international entre les deux pays. Ni Chavez, ni Maduro, les deux derniers présidents vénézuéliens, ne se souciaient de ces 150 000 km², situés à l'ouest de la rivière Essequibo, jusqu'à ce qu'une compagnie pétrolière américaine commence à trouver du pétrole dans la zone maritime contestée. Mike Pompeo a effectué début septembre une visite en Amérique du Sud avec des escales au Brésil, en Colombie, mais également – et pour la première fois pour un secrétaire d'État étasunien – au Guyana et au Suriname. Ces derniers font l'objet d'une attention particulière eu égard à leur potentiel pétrolier et minier.

À l'ordre du jour de la visite du secrétaire d'État, trois sujets cruciaux pour l'administration Trump : le pétrole, la Chine et le cas vénézuélien. Le plateau des Guyanes est une zone géographique continentale localisée entre les fleuves Orénoque et Amazone, en Amérique du Sud. Il est composé d'une partie du Venezuela et du Brésil (l'Amapa), du Guyana, ex-colonie britannique, du Suriname, ex-colonie hollandaise, et de la Guyane Française. Il s'agit en outre du plus grand espace forestier tropical continu et intact au monde, avec un sous-sol riche en pétrole, en or, en diamants et autres ressources naturelles, dont plusieurs métaux

rares. D'autre part, le président américain Trump a souligné que le nombre de criminels expulsés du pays est en augmentation et que les données sur la sécurité aux frontières sont les meilleures depuis son premier mandat. L'accord serait simple : plus de pétrole contre moins de migrants¹⁷.

Le Venezuela, s'il possède les plus grandes réserves d'or noir au monde n'est que le 22^e producteur mondial. Il serait donc dans son intérêt de pouvoir relancer ce secteur autrefois florissant. Et les États-Unis sont très intéressés par un pétrole à bas coût. Le premier mandat de Donald Trump a été marqué par un blocus imposé au Venezuela. En 2018, les États-Unis étaient encore le premier client et fournisseur de la République bolivarienne¹⁸ ; mais à la suite des mesures coercitives unilatéralement édictées par Trump, les exportations de pétrole du Venezuela vers la puissance nord-américaine ont brutalement diminué et sont tombées, entre janvier et mars 2019, de 587 000 barils quotidiens à zéro. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a provoqué des tensions sur le marché pétrolier, et l'échec de la tentative du président du Parlement vénézuélien, le pro-américain Juan Guaido, pour renverser Nicolas Maduro, président du pays depuis la mort d'Hugo Chavez en 2013, ont conduit Joe Biden à assouplir ces sanctions à partir d'octobre 2023, en particulier par l'intermédiaire de nouvelles autorisations d'exportations en faveur de la compagnie américaine Chevron¹⁹. Malgré le rétablissement de certaines sanctions en avril dernier²⁰, les flux pétroliers entre les deux pays ont repris. En juillet 2024, Venezuela exportait 308 000 barils de pétrole par jour vers les États-Unis²¹.

17. Loyer Caroline, « Venezuela et USA : vers un accord plus de pétrole contre moins de migrants ? », *BFM Business*, 29 novembre 2024, lien : https://www.bfmtv.com/economie/international/venezuela-et-usa-vers-un-accord-plus-de-petrole-contre-moins-de-migrants_AV-202411290452.html (consulté le 5 mars 2025).

18. « Situation économique du Venezuela », Direction générale du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France), 17 décembre 2021, lien : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/VE/situation-economique-du-venezuela> (consulté le 5 mars 2025).

19. « Venezuela : Washington autorise le retour de Chevron sur le plus grand champ de pétrole au monde », *La Tribune* (avec *Reuters* et *AFP*), 27 novembre 2022, lien : <https://www.latribune.fr/economie/international/washington-applaudit-l-accord-au-venezuela-et-autorise-le-retour-de-chevron-sur-le-plus-grand-gisement-de-petrole-au-monde-942335.html> (consulté le 5 mars 2025).

20. « Les États-Unis réinstaurent les sanctions pétrolières contre le Venezuela », *Le Monde* (avec *AFP*), 18 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/18/les-etats-unis-reinstaurent-les-sanctions-petrolieres-contre-le-venezuela_6228427_3210.html (consulté le 5 mars 2025).

21. Posado Thomas, « Trump engagera-t-il un nouveau bras de fer avec le Venezuela ? », *The Conversation*, 29 décembre 2024, lien : <https://theconversation.com/trump-engagera-t-il-un-nouveau-bras-de-fer-avec-le-venezuela-246504> (consulté le 5 mars 2025).

Dans le même temps, la nouvelle administration Trump aimerait aussi voir diminuer drastiquement le nombre d'immigrés sur son sol – c'est la promesse de Donald Trump –, et il se trouve que les Vénézuéliens sont en nombre la première nationalité d'Amérique latine à traverser la frontière américaine. À la suite de la rencontre en janvier 2025 entre son envoyé spécial Richard Grenell et le président vénézuélien Nicolas Maduro (à l'occasion de la libération de six Américains retenus par Caracas), il a été annoncé qu'un accord avait également été trouvé avec ce dernier pour le rapatriement des migrants. Il convient de rappeler que le Venezuela avait rompu ses relations diplomatiques avec Washington en janvier 2019, après que les États-Unis – sous le premier mandat de Donald Trump – ont reconnu l'opposant Juan Guaido comme président par intérim, plutôt que Nicolas Maduro, et durci leurs sanctions économiques. Dans le cadre de son retour au pouvoir, Donald Trump a érigé la lutte contre l'immigration en priorité absolue et promis une vaste campagne d'expulsions. ■

Orientation bibliographique

- Arkonada Katu, « La guerre économique contre le Venezuela, mythe ou réalité ? », *América Latina en movimiento*, 2 avril 2018, lien : <https://www.alainet.org/fr/articulo/191969#sdendnote6sym> (consulté le 5 mars 2025).
- Berg Eugène, « Livre – La politique des États-Unis en Amérique Latine : interventionnisme ou influence ? », *Conflits*, 1 août 2020, lien : <https://www.revueconflits.com/livre-estelle-poidevin-oea-amerique-latine-etatsunis/> (consulté le 5 mars 2025).
- Bricmont Jean, Johnstone Diana, « Les deux faces de la politique américaine », dans *L'Empire en guerre*, Paris, éd. Le Temps des Cerises, 2001.
- Cabrera Alejandro Antonio Fleming, *La politique étrangère du Venezuela dans les Caraïbes (1958-1999)*, Thèse de doctorat en relations internationales et études des sociétés latino-américaines, Université Paris 3, en partenariat avec l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Paris 3), sous la direction de Christian Girault, soutenue en 2005, lien : <https://theses.fr/2005PA030105> (consulté le 5 mars 2025).
- Charbonnier Pierre, « La naissance de l'écologie de guerre », dans *GREEN*, N°2 (« Écologie de guerre : un nouveau paradigme ? »), Septembre 2022, pp. 76-83, lien : <file:///Users/horizons/Downloads/la-naissance-de-lecologie-de-guerre.pdf> (consulté le 5 mars 2025).
- Deler Jean-Paul, Dollfus Olivier, Godard Henry, « Le Bassin Caraïbe : interface et relais entre production et consommation de drogues », *Mappemonde*, N°72, Montpellier, Belin-Reclus, 2003/4, pp. 16-20, lien : https://www.persee.fr/doc/mappe_0764-3470_2003_num_72_4_2096 (consulté le 5 mars 2025).
- Desse Michel, Hartog Thierry, « Zones franches, *offshore* et paradis fiscaux : l'antimonde légal », dans *Mappemonde*, N° 72, 2003/4, pp. 21-24, lien : https://www.persee.fr/doc/mappe_0764-3470_2003_num_72_4_2099 (consulté le 5 mars 2025).

- « La Caricom plus soudée que jamais sauf concernant le Venezuela », *France-Antilles Martinique*, 11 janvier 2025, lien : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/fil-info/la-caricom-plus-soude-que-jamais-sauf-concernant-le-venezuela-1018700.php> (consulté le 5 mars 2025).
- « La liste des 6 métaux nécessaires pour la transition », Écoconso, 31 mai 2023, lien : <https://www.ecoconso.be/fr/content/la-liste-des-6-metaux-necessaires-pour-la-transition> (consulté le 5 mars 2025).
- « Les États-Unis réinstaurent les sanctions pétrolières contre le Venezuela », *Le Monde* (avec *AFP*), 18 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/18/les-etats-unis-reinstaurent-les-sanctions-petrolieres-contre-le-venezuela_6228427_3210.html (consulté le 5 mars 2025).
- Loyer Caroline, « Venezuela et USA : vers un accord plus de pétrole contre moins de migrants ? », *BFM Business*, 29 novembre 2024, lien : https://www.bfmtv.com/economie/international/venezuela-et-usa-vers-un-accord-plus-de-petrole-contre-moins-de-migrants_AV-202411290452.html (consulté le 5 mars 2025).
- « Pays comptant les plus grandes réserves de lithium dans le monde en 2024 (en milliers de tonnes) », *Statista*, Janvier 2025, lien : <https://fr.statista.com/statistiques/570560/reserves-mondiales-de-lithium-par-pays/> (consulté le 5 mars 2025).
- Posado Thomas, « Trump engagera-t-il un nouveau bras de fer avec le Venezuela ? », *The Conversation*, 29 décembre 2024, lien : <https://theconversation.com/trump-engagera-t-il-un-nouveau-bras-de-fer-avec-le-venezuela-246504> (consulté le 5 mars 2025).
- Sanin María Eugenia, « Transition énergétique : un Eldorado pour les pays du “triangle du lithium” ? », *Polytechnique insights – La revue de l’Institut Polytechnique de Paris*, 6 mai 2021, lien : <https://www.polytechnique-insights.com/dossiers/geopolitique/du-petrole-au-lithium-la-transition-energetique-redistribue-les-cartes-de-la-geopolitique/energy-transition-a-gold-mine-for-countries-of-the-lithium-triangle/> (consulté le 5 mars 2025).
- « Situation économique du Venezuela », Direction générale du Trésor, Ministère de l’Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France), 17 décembre 2021, lien : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/VE/situation-economique-du-venezuela> (consulté le 5 mars 2025).
- Taglioni François, « Les revendications frontalières maritimes dans le bassin caraïbe : état des lieux et perspectives », dans *Noroi*, Poitiers, t. 45, N°180, pp. 617-630, lien : https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1998_num_180_1_6902 (consulté le 5 mars 2025).
- « Venezuela : Washington autorise le retour de Chevron sur le plus grand champ de pétrole au monde », *La Tribune* (avec *Reuters* et *AFP*), 27 novembre 2022, lien : <https://www.latribune.fr/economie/international/washington-applaudit-l-accord-au-venezuela-et-autorise-le-retour-de-chevron-sur-le-plus-grand-gisement-de-petrole-au-monde-942335.html> (consulté le 5 mars 2025).